

Comment le Hutu Power se retrouve au cœur du pouvoir congolais

par Theo Englebert | 30 juillet 2026 | Enquête

African Facts a pu établir que Kaumbu Mandungu Bula, l'un des principaux conseillers de la présidence congolaise, est directement lié à l'ancienne famille dirigeante du Rwanda en exil. Des membres de ce réseau se déplacent entre l'Europe, Kinshasa et le Kivu, d'autres occupent des fonctions de commandement dans l'armée congolaise.

Alors que le conflit qui oppose les autorités de Kinshasa et une coalition de groupes armés au Mouvement du 23 mars (M23, soutenu par le Rwanda) dans l'Est de la République démocratique du Congo dure depuis bientôt cinq ans, un clan avance de plus en plus ouvertement ses pions et ses ambitions. Celui des Habyarimana. L'ancienne famille

présidentielle du Rwanda semble voir dans la guerre une possible issue à sa déchéance.

Si son premier déplacement à Kinshasa s'était fait en toute discrétion en juin 2024, Jean-Luc, le fils cadet de la famille Habyarimana, s'y est ensuite rendu au vu et au su de tous. Au point de se laisser filmer en novembre 2025. **La décision controversée de non-lieu** prononcée le 20 août 2025 au bénéfice de sa mère, Agathe Kanziga, poursuivie en France pour son rôle présumé dans le génocide des Tutsi, a sans doute alors pesé dans le choix du clan de pousser Jean-Luc sur le devant de la scène. Cette décision a cependant depuis été annulée par la Chambre de l'instruction qui, le 6 mai 2026, a ordonné la reprise de l'enquête visant Agathe Kanziga qui demeure suspectée du pire des crimes.

Reste que l'ancien premier cercle politico-affairiste qui dirigeait autrefois le Rwanda et que l'on surnomme communément l'Akazu (« la petite maisonnée » en Kinyarwanda) n'a jamais détourné son attention de la région et caresse toujours l'espoir d'un retour. Dans cette perspective, le conflit qui déchire actuellement le Kivu représente une aubaine. Le réseau de la famille Habyarimana au sein de la coalition pro-gouvernementale qui combat le M23 et le Rwanda s'étend aujourd'hui jusqu'au cœur du Palais de la Nation à Kinshasa.

Une relation en particulier s'est nouée dans l'exil entre la famille Habyarimana et le fils d'un ancien haut dignitaire congolais sous le régime de Mobutu Sese Seko qui résidait alors en Belgique, Kaumbu Mandungu Bula, surnommé « Kao », aujourd'hui proche conseiller du président congolais. Pour en comprendre la teneur, il faut remonter plus de dix-huit ans en arrière.

La nouvelle génération de l'Akazu

Le 8 décembre 2008, Jean-Luc Habyarimana, 34 ans à l'époque, adresse un mail à un correspondant belge. En pièce jointe de ce message qu'African Facts a pu lire, les statuts d'une association internationale sans but lucratif voués à être déposés en République centrafricaine. Officiellement, il s'agit d'assister et de défendre les orphelins centrafricains et de lutter contre l'exclusion sociale. Son secrétaire général est

un certain Fabien Singaye. Jean-Luc Habyarimana hérite pour sa part d'un titre de « conseiller ». Quelques mois plus tard, le 25 mars 2009, Jean-Luc Habyarimana signe un acte notarié qu'African Facts a pu consulter. Le document donne mandat à ce même Fabien Singaye pour finaliser l'enregistrement de la structure en RCA.

Le nom de Fabien Singaye, 50 ans à l'époque, hante le dossier rwandais depuis de nombreuses années. Beau-fils de l'homme d'affaires Félicien Kabuga (soupçonné d'avoir été le grand argentier du génocide des Tutsi, arrêté en France en mai 2020 et décédé en mai 2026 après avoir été déclaré inapte à être jugé), cet ex-espion rwandais en Suisse a d'abord participé à l'intoxication de l'enquête française sur l'attentat du 6 avril 1994 qui coûta la vie au dictateur rwandais Juvénal Habyarimana avant de se reconvertir comme « conseiller spécial » du président centrafricain François Bozizé.

Le projet de Fondation en Centrafrique couve alors depuis plusieurs mois. Outre Jean-Luc Habyarimana, il implique également ses frères aînés Léon, 39 ans, et Bernard, 37 ans ainsi que leurs cousins Antoine Mukiza, 35 ans, fils du grand frère d'Agathe Kanziga, Protais Zigiranyirazo (considéré comme le cerveau de l'Akazu, décédé en exil au Niger le 3 août 2025), et Robert Rugwiro, 31 ans, fils du petit frère de feu Juvénal Habyarimana, le Dr Séraphin Bararengana (condamné par contumace au Rwanda à 30 ans de prison pour génocide, en exil au Gabon).

Antoine Mukiza et Robert Rugwiro créent en juin 2009 une association sans but lucratif à Bruxelles dont les statuts reproduisent quasiment mot pour mot ceux de la fondation centrafricaine dont ils sont également membres aux côtés des frères Habyarimana. Nous leur avons écrit pour en savoir plus, mais ils n'ont pas donné suite à nos sollicitations.

Montages offshore

Parallèlement, 23 novembre 2007, une société portant le même nom que la Fondation fut créée à Londres par l'intermédiaire d'une autre personne morale britannique détenue par trois Belges domiciliés à Anvers et Malaga (Espagne), elle-même initialement créée via un prestataire

seychellois. La société londonienne sera dissoute en septembre 2009, remplacée par une autre, créée cette fois via une société au Panama. Elle sera rapidement dissoute en octobre 2010. Une autre société fut créée au Royaume-Uni via la même structure panaméenne pour le compte de Fabien Singaye qui sera également dissoute l'année suivante. Des schémas peu communs pour un projet caritatif.

Et pour cause, l'objectif de ces sociétés commerciales s'avère tout sauf humanitaire. Les documents consultés par African Facts indiquent qu'elles visent uniquement à réaliser des profits. Leurs propriétaires se révèlent par ailleurs coutumiers de ces montages offshore dans lesquels des sociétés quasi identiques sont déposées le même jour via d'autres sociétés ou des prête-noms puis dissoutes après une très courte existence.

Et certains documents dont African Facts a pris connaissance ajoutent à la confusion sur l'objet réel du projet de fondation. Ainsi le 20 mai 2008, Jean-Luc Habyarimana a signé un contrat avec la société londonienne prévoyant d'y réaliser un investissement à court terme de 125 000 €. Une transaction pas si philanthropique que cela vu les intérêts faramineux qu'il prévoit d'en tirer. Elle doit en retour lui rembourser 250 000 € entre décembre 2008 et décembre 2009. Un profit considérable.

L'ami congolais des Habyarimana

L'homme à l'origine du projet humanitaire de Jean-Luc Habyarimana se nomme Kaumbu Mandungu Bula, alias « Kao ». Fils d'Antoine Mandungu Bula Nyati (ex-ministre congolais, décédé au Bénin en 2002), « Kao », 25 ans au moment des faits, vit alors en exil en Belgique. En novembre 2007, il avait rédigé les statuts d'une première Fondation au nom et aux objectifs identiques destinée à être déposée à Kinshasa en République démocratique du Congo comme une filiale de la société londonienne créée le même mois. Ce qui fut fait durant l'été 2008.

Outre les structures congolaises, belges et centrafricaines ainsi que la société londonienne, une autre Fondation du même nom – la cinquième – est ensuite mise sur pied par l'entremise du clan Habyarimana à Libreville, au Gabon, au

cours de l'année 2009. African Facts s'est procuré les statuts de cette structure dont le commissaire aux comptes est un membre de la famille présidentielle gabonaise de l'époque.

Les fonds qui circulent dans le cadre de cette entreprise sont importants. Dès la fin de l'année 2007, « Kao » et la famille Habyarimana auraient reçu pas moins de 382 000 \$ (260 000 €). La somme en liquide provenait d'un compte en Suisse qui l'avait lui-même reçue d'une société panaméenne dont le capital est représenté par des actions au porteur (complètement anonymes). Cette dernière avait été créée par l'intermédiaire d'une société fiduciaire maltaise. Plus tard, entre 2008 et 2009, Jean-Luc Habyarimana aurait perçu 325 000 € en cash de la part des sociétés londoniennes déposées en 2007 et 2009 d'après un document consulté par African Facts.

African Facts n'a trouvé aucune trace d'activité philanthropiques ou caritatives menées par ces fondations en RDC, en RCA ou au Gabon. Sollicités, Jean-Luc Habyarimana, Léon Habyarimana, Bernard Habyarimana et Kaumbu Mandungu Bula ne nous ont pas répondu.

« Maman Agathe »

Le 17 mai 2009, Jean-Luc Habyarimana reçoit un courrier électronique de Kaumbu Mandungu Bula, alias « Kao ».

« Salut tous, Je reviens vers vous, car depuis l'autre jour je n'ai pas eu de nouvelle de Léon [Habyarimana NDLR]. Je suppose qu'il a eu les sous », écrit-il dans son message qu'African Facts a pu consulter. « Pourriez-vous me tenir au courant, car quand maman Agathe me contacte elle n'est jamais au courant de ce qu'il se passe. [...] La communication est très importante ».

Quelques heures plus tard, il renchérit dans un autre mail destiné à un autre correspondant. « L'autre jour, j'ai eu un appel de maman Agathe et j'ai constaté que ses fils ne l'informent pas en temps et en heure des transmissions », écrit-il. Il est alors question d'un virement d'un montant de 15 000 € destiné à « maman Agathe » par l'intermédiaire de son fils Léon.

« Maman Agathe » désigne bien entendu Agathe Kanziga, la veuve du dictateur Juvénal Habyarimana, mère de Jean-Luc,

Léon et Bernard Habyarimana et tante de Robert Rugwiro et Antoine Mukiza. Elle est soupçonnée **d'être la matriarche de l'Akazu** qui s'organisait en cercle concentrique autour de son clan familial. Agathe Kanziga fait l'objet d'une instruction judiciaire en France depuis 2007, interrompue durant neuf mois en 2025-2026, pour son rôle présumé dans le génocide des Tutsi du Rwanda en 1994. Elle a toujours nié l'existence de l'Akazu et la moindre implication personnelle dans la politique ou les affaires attribuées à ce groupe. En attendant un éventuel procès, elle est présumée innocente.

Néanmoins, dans l'affaire des fondations pseudo-humanitaires mises sur pied par les trentenaires de l'Akazu en Afrique et des transactions offshore qui s'y rapportent, les messages et les documents consultés par African Facts laissent peu de place au doute quant à la participation de la famille Habyarimana à cette entreprise et aux bénéfices qu'elle comptait en tirer. African Facts a par ailleurs réuni une série d'éléments supplémentaires qui confirment les liens entre le clan Habyarimana et Kaumbu Mandungu Bula, alias Kao.

Le 16 mai 2012, Fabien Singaye est auditionné par un juge d'instruction dans le cadre de l'enquête sur l'attentat du 6 avril 1994 contre Juvénal Habyarimana. Dans le procès-verbal qu'African Facts a pu consulter, il évoque Kaumbu Mandungu Bula alias Kao qu'il présente comme un ami de Jean-Luc Habyarimana.

Le 6 septembre 2016, les gendarmes français perquisitionnent la villa familiale des Habyarimana à Courcouronnes (Essonne) dans le cadre de l'enquête sur le rôle présumé de l'ancienne première dame dans le génocide des Tutsi. Ils saisissent du matériel informatique, quelques notes éparses et un répertoire manuscrit qu'African Facts a consulté. À la lettre F de ce carnet figurent trois numéros de téléphone appartenant à Fabien Singaye, tandis qu'à la lettre K, deux numéros belges renvoient à l'autre protagoniste qui nous intéresse, « Kao ».

Le répertoire suggère que les liens entre la famille Habyarimana et Kaumbu Mandungu Bula étaient suffisamment solides pour que le clan maintienne des relations avec lui presque une décennie après la création des

éphémères fondations. Or, l'ami congolais des Habyarimana a fait du chemin depuis cette affaire louche. Et il occupe aujourd'hui un poste clé à Kinshasa.

Proche conseiller du président congolais

En janvier 2023, Kaumbu Mandungu Bula était nommé « conseiller spécial » par le président congolais Félix Tshisekedi. « Kao » appartient désormais au noyau dur autour du chef de l'État. Un cercle très restreint au sein duquel il a acquis la haute main sur les contrats miniers, les achats d'armes, la coopération militaire et l'emploi de mercenaires. Une position centrale alors que la guerre entre Kinshasa et le M23 se poursuit dans l'Est du pays.

En novembre 2023, un décret présidentiel reconnaissait officiellement comme des « réservistes » un ensemble hétéroclite de groupes armés qui sont depuis lors désignés sous l'appellation Wazalendo (« les patriotes » en kiswahili). Le fer de lance de cette coalition se compose d'organisations paramilitaires formées par les génocidaires rwandais en exil, responsables de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité en RDC ainsi que de milices Hutu congolaises qui leur servent de supplétifs. Le 16 avril 2024, Kaumbu Mandungu Bula **participait personnellement à une réunion** avec les représentants des Wazalendo à Kinshasa au cours de laquelle il encourageait ces derniers à rester mobilisés et à poursuivre le recrutement de jeunes Congolais.

Il n'est pas le seul proche des Habyarimana dans les hautes sphères de la coalition pro-gouvernementale. African Facts **avait révélé les liens directs et anciens** entre l'ex-famille présidentielle rwandaise et le général Janvier Mayanga wa Gishuba, coordinateur national en charge de l'organisation et du renseignement des milices Wazalendo, mais également avec Aloys Ntiwiragabo, créateur des Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR, le principal groupe armé Hutu rwandais en RDC). Plus récemment, nous revenions sur la personne de Thaddée Kwitonda, un émissaire du Hutu Power en exil qui **se trouvait à Kinshasa** dans les cercles proches de la présidence.

Il semble que cette présence prolongée d'amis de la famille Habyarimana au sein de l'entourage présidentiel et du commandement militaire congolais produise son effet. « Jean-Luc Habyarimana est devenu un leader politique qui prône la paix et la réconciliation nationale. [...] Nous pouvons aussi avoir des amis rwandais avec qui nous pouvons discuter des questions de paix et de réconciliation nationale au Rwanda », avait ainsi déclaré le ministre de l'information et porte-parole du gouvernement congolais Patrick Muyaya le 8 avril 2026, suggérant implicitement l'existence d'un dialogue avec l'héritier du clan qui a plongé le pays des collines dans l'horreur absolue il y a 32 ans.

C'est que les options de Kinshasa s'avèrent bien plus réduites qu'on ne pourrait le croire. Pour s'affranchir des réseaux et de l'influence de l'ancien président Joseph Kabila au sein de l'État congolais, Félix Tshisekedi a dû se replier sur un noyau restreint de proches, côtoyés au cours de ses longues années d'exil en Belgique de 1985 à 2011, et qui ne disposaient pas nécessairement des compétences requises. Il a aussi dû s'ouvrir au réseau des partisans du clan Habyarimana. Un réseau qu'il a également fréquenté dans le même contexte diasporique. Il doit désormais composer avec ces derniers sans lesquels il ne serait pas en mesure de continuer la guerre dans l'Est du pays. Une région sur laquelle Kinshasa ne conserve en réalité aujourd'hui plus aucune prise.

par Theo Englebert
30/07/2026 | Enquête

Une nouvelle source d'informations fiables

Sur le continent africain, de nombreux conflits sont aujourd'hui mal compris en raison du manque, voire parfois de l'absence de sources d'informations indépendantes, factuelles et facilement accessibles. Cette carence informationnelle constitue à nos yeux un vide inquiétant et dangereux qui permet aux narrations fallacieuses, aux chiffres fantaisistes, aux fausses